

Art. 19. L'article 60, 4^o, du même arrêté est abrogé.

Art. 20. Les articles 2 à 18 et 23 à 28 de l'arrêté royal du 14 décembre 2015 d'exécution de la loi du 12 mai 2014 portant création de l'Office des régimes particuliers de sécurité sociale sont abrogés.

Art. 21. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2017, à l'exception de l'article 16 qui produit ses effets le 12 juin 2016.

Art. 22. Le ministre qui a l'Emploi dans ses attributions et le ministre qui a les Affaires sociales dans ses attributions, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 mars 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi,

K. PEETERS

La Ministre des Affaires Sociales,

M. DE BLOCK

Art. 19. Artikel 60, 4^o van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 20. De artikelen 2 tot 18 en 23 tot 28 van het koninklijk besluit van 14 december 2015 tot uitvoering van de wet van 12 mei 2014 tot oprichting van de Dienst voor de bijzondere socialezekerheidsstelsels worden opgeheven.

Art. 21. Dit besluit heeft uitwerking met ingang op 1 januari 2017, met uitzondering van artikel 16 dat uitwerking heeft met ingang van 12 juni 2016.

Art. 22. De minister bevoegd voor Werk en de minister bevoegd voor Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 maart 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Werk,

K. PEETERS

De Minister van Sociale Zaken,

M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2017/11328]

23 MARS 2017. — Arrêté royal organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 8 août 1997 sur les faillites, les articles 5/3, 5/4 et 5/5, insérés par la loi du 1^{er} décembre 2016;

Vu l'avis n^o 66/2016 de la Commission de la protection de la vie privée, donné le 19 décembre 2016;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 27 février 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 mars 2017;

Vu l'avis 60.646/2 du Conseil d'État, donné le 15 décembre 2016, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o des lois coordonnées sur le Conseil d'État;

Vu l'avis du gestionnaire, en application de l'article 5/5 de la loi des faillites du 8 août 1997, inséré par la loi du 1^{er} décembre 2016, donné le 7 mars 2017.

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Accès au registre*

Article 1^{er}. L'accès au registre, visé à l'article 5/3, paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi sur les faillites, comprend :

1^o un droit de consultation pour les personnes figurant dans les annexes 1, 2 et 3 ajoutées au présent arrêté et à l'égard des données et pièces telles que définies dans ces annexes.

2^o un droit d'écriture pour les personnes figurant dans les annexes 4, 5 et 6 ajoutées au présent arrêté et à l'égard des données et pièces telles que définies dans ces annexes.

3^o toutes les communications découlant des droits d'accès visés en 1^o et 2^o qui se font par le biais du registre.

CHAPITRE 2. — *Accès au registre conformément à l'article 5/3, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 de la loi faillite*

Art. 2. Dans l'accomplissement de sa mission légale, il est donné à la Caisse des dépôts et consignations un accès au registre, qui comprend :

1^o un droit de consultation, tel que prévu dans les annexes 1, 2 et 3 du présent arrêté, et qui concerne les données et pièces telles que définies dans ces annexes.

2^o toutes les communications découlant des droits d'accès visés en 1^o qui se font par le biais du registre.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2017/11328]

23 MAART 2017. — Koninklijk Besluit houdende de werking van het Centraal Register Solvabiliteit

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de faillissementswet van 8 augustus 1997, de artikelen 5/3, 5/4 en 5/5, ingevoegd bij de wet van 1 december 2016;

Gelet op het advies nr. 66/2016 van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, gegeven op 19 december 2016;

Gelet op de advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 27 februari 2017;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 20 maart 2017;

Gelet op de het advies 60.646/2 van de Raad van State, gegeven op 15 december 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Gelet op het advies van de beheerder, bij toepassing van artikel 5/5 van de faillissementswet van 8 augustus 1997, ingevoegd bij de wet van 1 december 2016, gegeven op 7 maart 2017;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Toegang tot het register*

Artikel 1. De toegang tot het register, bedoeld in artikel 5/3, paragraaf 1, eerste lid van de faillissementswet, omvat:

1^o Een recht tot raadpleging voor de personen vermeld in de bijlagen 1, 2 en 3 gevoegd bij dit besluit en ten aanzien van de gegevens en stukken bepaald in die bijlagen.

2^o Een schrijfrecht voor de personen vermeld in de bijlagen 4, 5 en 6 gevoegd bij dit besluit en ten aanzien van de gegevens en stukken bepaald in die bijlagen.

3^o Alle communicatie ingevolge de toegangsrechten bepaald in 1^o en 2^o die via het register verloopt.

HOOFDSTUK 2. — *Toegang tot het register overeenkomstig artikel 5/3, paragraaf 1, tweede lid van de faillissementswet*

Art. 2. In de vervulling van haar wettelijke opdracht wordt aan de Deposito- en Consignatiekas toegang tot het register verleend, dat omvat:

1^o een recht tot raadpleging zoals vermeld in de bijlagen 1, 2 en 3 bij dit besluit en ten aanzien van de gegevens en stukken bepaald in die bijlagen.

2^o alle communicatie ingevolge dat toegangsrecht bepaald in 1^o die via het register verloopt.

CHAPITRE 3. — *Le système informatique, les données, la confidentialité et l'effectivité des communications*

Art. 3. Toutes les communications effectuées via le registre et l'exercice des droits d'accès, tels que définis à l'article 1^{er}, assorties de l'enregistrement de données et, le cas échéant, de pièces, se font via le registre mis à disposition par le gestionnaire et dans le cadre duquel sont appliquées des techniques informatiques avec un niveau de sécurisation adéquat.

Art. 4. Le responsable du traitement pour le registre utilise des techniques informatiques qui :

- assurent l'origine de l'accès au moyen de techniques de sécurisation appropriées;
- garantissent la confidentialité de l'accès;
- permettent l'identification et l'authentification non équivoques de la personne habilitée et la constatation non équivoque du moment de l'accès;
- enregistrent ou journalisent une preuve d'accès dans le système;
- enregistrent ou journalisent les données suivantes dans le système : l'identité de la personne habilitée, la date et le moment de l'accès; le dossier de faillite qui a fait l'objet de l'accès, le numéro de rôle de l'affaire et le tribunal auprès duquel celle-ci est pendante; les modalités de l'accès avec le type d'action;
- signalent les erreurs dans le système et enregistrent les moments où les erreurs de système empêchent l'accès, et font en sorte que les personnes concernées disposent systématiquement de ces périodes.

Le registre prévoit une gestion stricte et adéquate des utilisateurs et des accès qui permet d'identifier les utilisateurs, de les authentifier et de contrôler et gérer leurs caractéristiques ou qualités pertinentes, mandats et autorisations d'accès.

Art. 5. La date des droits exercés et des communications visés à l'article 1^{er} correspond à la date du moment constaté par le registre.

Art. 6. En cas de dysfonctionnement du registre, les droits de consultation et d'écriture découlant du présent arrêté et la loi sur les faillites peuvent être exercés auprès du curateur sous la forme de consultation, communications, de dépôts et de déclaration.

Une fois que le dysfonctionnement du registre a pris fin, le ou la titulaire du droit d'écriture veille, le cas échéant en collaboration avec le curateur et le gestionnaire, à une actualisation du registre par laquelle les actions entreprises pendant la période de dysfonctionnement visée à l'alinéa précédent sont enregistrées à la date du moment de l'action.

En cas de dysfonctionnement du registre, une défaillance du système est notifiée à la personne qui demandait accès.

L'enregistrement des moments où les défaillances du système empêchent l'accès en tient lieu de preuve et peut être invoqué comme preuve de force majeure.

Art. 7. Chaque fois qu'une consultation ou qu'un droit d'écriture a été exercé via le registre, la partie intéressée peut consulter dans le registre un message qui contient au moins les informations suivantes :

- la mention que la donnée ou la pièce sera conservée dans le registre;
- la mention que les personnes suivantes ont accès aux données enregistrées et exclusivement pour elles au sens de l'article 1^{er} : les magistrats, les greffiers, le ministère public, les secrétaires de parquet, les curateurs, les juges-commissaires, les faillis, les créanciers, les tiers qui fournissent l'assistance judiciaire à titre professionnel, le gestionnaire ainsi que le préposé à la protection des données dans l'exercice de sa mission;
- la mention que les données enregistrées seront conservées pendant 30 ans à partir du jugement de clôture de la faillite et ensuite transférées aux Archives de l'État après l'expiration de ce délai;
- la mention que l'Orde van Vlaamse Balies et l'Ordre des barreaux francophones et germanophones sont responsables du traitement des données à caractère personnel telles que visées dans la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel;
- la mention qu'il ou elle, conformément à l'article 10 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, a le droit de consulter les données enregistrées.

HOOFDSTUK 3. — *Het informaticasysteem, de gegevens, de vertrouwelijkheid en effectiviteit van de communicatie*

Art. 3. Alle communicatie via het register en de uitoefening van de rechten van toegang, zoals bepaald in artikel 1, gepaard gaande met de opname van gegevens en, in voorkomend geval, stukken, geschieden via het register dat door de beheerder ter beschikking wordt gesteld en waarbij toepassing wordt gemaakt van informatietechnieken met een passend beveiligingsniveau.

Art. 4. De verantwoordelijke voor de verwerking met betrekking tot het register maakt gebruik van informatietechnieken die:

- de oorsprong van de toegang verzekeren door middel van aangepaste beveiligingstechnieken;
- de vertrouwelijkheid van de toegang waarborgen;
- toelaten dat de toegangsgerechtigde ondubbelzinnig kan worden geïdentificeerd en geauthentiseerd en dat het tijdstip van toegang ondubbelzinnig kan worden vastgesteld;
- een bewijs van toegang registreren of loggen in het systeem;
- de volgende gegevens registreren of loggen in het systeem: de identiteit van de toegangsgerechtigde, de datum en het tijdstip van de toegang; het faillissementsdossier waarin toegang wordt genomen, het rolnummer van de zaak en de rechtbank waarbij de zaak aanhangig is; de modaliteiten van de toegang met het type van handeling;
- systeemfouten melden en de tijdstippen registreren waarop systeemfouten de toegang verhinderen en deze periodes systematisch beschikbaar maken voor de belanghebbenden.

Het register voorziet in een strikt en adequaat gebruikers- en toegangsbeheer dat toelaat gebruikers te identificeren, te authentifieren en hun relevante kenmerken of hoedanigheden, mandaten en toegangs-machtigingen te controleren en beheren.

Art. 5. De datum van de uitgeoefende rechten en communicatie bepaald in artikel 1 is gelijk aan de datum van het tijdstip vastgesteld door het register.

Art. 6. In geval van een disfunctioneren van het register kunnen de rechten tot raadpleging en schrijfrechten ingevolge dit besluit en de faillissementswet onder de vorm van inzage, mededelingen, neerleggingen en aangifte uitgeoefend worden bij de curator.

Na de beëindiging van het disfunctioneren van het register zorgt hij of zij die schrijfrecht heeft, desgevallend in samenwerking met de curator en de beheerder, voor een actualisering van het register waarbij de tijdens de periode van disfunctie uitgevoerde handelingen bedoeld in het vorige lid worden opgenomen met als datum de datum van het tijdstip van de handeling.

In geval van een disfunctioneren van het register wordt een systeemfout gemeld aan degene die toegang wilde nemen.

De registratie van de tijdstippen waarop systeemfouten verhinderen dat er toegang wordt genomen, geldt als bewijs daarvan en kan worden ingeroepen als bewijs van overmacht.

Art. 7. Telkens wanneer een raadpleging of een schrijfrecht werd uitgeoefend via het register, kan de belanghebbende partij een bericht met minstens volgende vermeldingen in het register raadplegen:

- De vermelding dat het gegeven of stuk zal worden bewaard in het register, alsook de inhoud;
- De vermelding dat volgende personen toegang hebben tot de geregistreerde en de uitsluitend voor hen in de zin van artikel 1 bedoelde gegevens: de magistraten, de griffiers, het openbaar ministerie, de parketsecretarissen, de curators, de rechter-commissarissen, de gefailleerden, de schuldeisers, de derden die beroepsmatig rechtsbijstand verlenen, de beheerder alsook de aangestelde voor de gegevensbescherming in de uitoefening van diens opdracht;
- De vermelding dat de geregistreerde gegevens dertig jaar zullen worden bewaard vanaf het vonnis van sluiting van het faillissement en overbrenging naar het Rijksarchief na afloop van die termijn;
- De vermelding dat de Orde van Vlaamse Balies en de Ordre des barreaux francophones et germanophone de verantwoordelijke zijn voor de verwerking van de persoonsgegevens zoals bedoeld in de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens;
- De vermelding dat hij of zij, conform artikel 10 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, het recht heeft om inzage te krijgen van de geregistreerde gegevens.

CHAPITRE 4. — *Entrée en vigueur, application et exécution*

Art. 8. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} avril 2017.

Art. 9. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mars 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

HOOFDSTUK 4. — *Inwerkingtreding, toepassing en uitvoering*

Art. 8. Dit besluit treedt in werking op 1 april 2017.

Art. 9. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, op 23 maart 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

Annexe 1 à l'arrêté royal du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

pièces mentionnées dans la loi sur les faillites		compositeur:	consultation								
			ministère public et les secrétariats de parquet	magistrats et greffier	failli	curateur	juge-commissaire	créancier	intéressé visé dans l'article 39	Caisse des Dépôts et Consignations	
art. 11	jugement	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
art. 12	jugement	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 14	jugement / arrêt	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
art. 25	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	non	non
art. 25	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 31	jugement	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
art. 32	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 32	jugement	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
art. 34	rapport	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 38	extrait	greffier	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
art. 40	procès-verbal	greffier	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 41, § 2	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non	non	non
art. 41, § 2	ordonnance	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 41, § 2	acte	greffier	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 43	déclaration	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 43	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 43	inventaire	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 43	ordonnance	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non

Vu pour être annexé à notre arrêté du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Annexe 2 à l'arrêté royal du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

pièces mentionnées dans la loi sur les faillites	compositeur:	consultation								
		ministère public et les secrétariats de parquet	magistrats et greffier	failli	curateur	juge-commissaire	créancier	intéressé visé dans l'article 39	Caisse des Dépôts et Consignations	
art. 46, § 2	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 46, § 2	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 47	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	non	non	non
art. 47	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 47	jugement	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 48	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 48	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 49	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 49	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 50	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 50	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 51	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 51	ordonnance	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 52	liste	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
art. 52	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 52	ordonnance	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 58	liste	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 58	homologation	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 59	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 59	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 62	créance	créancier/curateur	oui	oui	oui	oui	oui	non *	non	non

* un créancier a un droit de consultation pour ses propres créances

Vu pour être annexé à notre arrêté du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Annexe 3 à l'arrêté royal du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

pièces mentionnées dans la loi sur les faillites		compositeur:	consultation							
			ministère public et les secrétariats de parquet	magistrats et greffier	failli	curateur	juge-commissaire	créancier	intéressé visé dans l'article 39	Caisse des Dépôts et Consignations
art. 68	procès-verbal	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 71	tableau	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 73	demande	curateur/magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 73	jugement	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui
art. 75, § 1	convocation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 75, § 1	procès-verbal	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 75, § 3	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 75, § 3	jugement	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 75, § 4	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 75, § 4	jugement	magistrats	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 76	convocation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 76	procès-verbal	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 77	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 77	ordonnance	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 79	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 79	ordonnance	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 79	procès-verbal	greffier	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 100	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 100	ordonnance	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 107	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 107	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 108	demande	curateur	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non
art. 108	autorisation	juge-commissaire	oui	oui	oui	oui	oui	oui	oui	non

Vu pour être annexé à notre arrêté du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Annexe 4 à l'arrêté royal du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

pièces mentionnées dans la loi sur les faillites		compositeur:	droit de rédaction (y compris signature)				
			magistrats et greffier	failli	curateur	juge-commissaire	créancier
art. 11	jugement	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 12	jugement	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 14	jugement / arrêt	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 25	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 25	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 31	jugement	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 32	demande	curateur	non	non	oui	oui	non
art. 32	jugement	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 34	rapport	curateur	non	non	oui	oui	non
art. 38	extrait	greffier	oui	non	non	non	non
art. 40	procès-verbal	greffier	oui	non	oui	non	non
art. 41, § 2	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 41, § 2	ordonnance	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 41, § 2	acte	greffier	oui	non	non	non	non
art. 43	déclaration	curateur	non	non	oui	non	non
art. 43	demande	curateur	oui	non	oui	non	non
art. 43	inventaire	curateur	oui	non	oui	oui	non
art. 43	ordonnance	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non

Vu pour être annexé à notre arrêté du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Annexe 5 à l'arrêté royal du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

pièces mentionnées dans la loi sur les faillites		compositeur:	droit de rédaction (y compris signature)				
			magistrats et greffier	failli	curateur	juge-commissaire	créancier
art. 46, § 2	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 46, § 2	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 47	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 47	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 47	jugement	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 48	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 48	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 49	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 49	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 50	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 50	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 51	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 51	ordonnance	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 52	liste	curateur	non	non	oui	oui	non
art. 52	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 52	ordonnance	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 58	liste	curateur	non	non	oui	non	non
art. 58	homologation	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 59	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 59	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 62	créance	créancier/curateur	non	non	oui	non	oui
art. 68	procès-verbal	curateur	non	non	oui	oui	non

Vu pour être annexé à notre arrêté du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Annexe 6 à l'arrêté royal du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

pièces mentionnées dans la loi sur les faillites		compositeur:	droit de rédaction (y compris signature)				
			magistrats et greffier	failli	curateur	juge-commissaire	créancier
art. 71	tableau	curateur	non	non	oui	non	non
art. 73	demande	curateur/magistrats	non	non	oui	oui	non
art. 73	jugement	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 75, § 1	convocation	juge-commissaire	non	non	non	oui	non
art. 75, § 1	procès-verbal	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 75, § 3	demande	curateur (ad hoc)	non	non	oui	non	non
art. 75, § 3	jugement	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 75, § 4	demande	curateur	non	non	oui	oui	non
art. 75, § 4	jugement	magistrats	oui	non	non	non	non
art. 76	convocation	juge-commissaire	non	non	oui	oui	non
art. 76	procès-verbal	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 77	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 77	ordonnance	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 79	demande	curateur	non	non	oui	oui	non
art. 79	ordonnance	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 79	procès-verbal	greffier	oui	non	non	oui	non
art. 100	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 100	ordonnance	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 107	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 107	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non
art. 108	demande	curateur	non	non	oui	non	non
art. 108	autorisation	juge-commissaire	oui	non	non	oui	non

Vu pour être annexé à notre arrêté du 23 mars 2017 organisant le fonctionnement du Registre Central de la Solvabilité.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Bijlage 1 bij het koninklijk besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

stukken vermeld in de faillissementswet:	opsteller:	raadpleging								
		openbaar ministerie en parketsecretariaten	magistraten en griffier	gefaillieerde	curator	rechter- commissaris	schuldeiser	belanghebbende zoals bedoeld in artikel 39	Deposito- en Consignatiekas	
art. 11	vonnis	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja
art. 12	vonnis	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 14	vonnis / arrest	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja
art. 25	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	neen	neen	neen
art. 25	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 31	vonnis	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja
art. 32	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 32	vonnis	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja
art. 34	verslag	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 38	uittreksel	griffier	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja
art. 40	proces-verbaal	griffier	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 41 § 2	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	neen	neen	neen
art. 41 § 2	beschikking	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 41 § 2	akte	griffier	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 43	verklaring	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 43	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 43	boedelbeschrijving	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 43	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Bijlage 2 bij het koninklijk besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

stukken vermeld in de faillissementswet:	opsteller:	raadpleging								
		openbaar ministerie en parketsecretariaten	magistraten en griffier	gefaillieerde	curator	rechter- commissaris	schuldeiser	belanghebbende zoals bedoeld in artikel 39	Deposito- en Consignatiekas	
art. 46 § 2	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 46 § 2	beschikking	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 47	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	neen	neen	neen
art. 47	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 47	vonnis	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 48	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 48	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 49	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 49	beschikking	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 50	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 50	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 51	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 51	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 52	lijst	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja
art. 52	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 52	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 52	lijst	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 58	homologatie	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 59	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 59	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 62	schuldvordering	schuldeiser/curator	ja	ja	ja	ja	ja	neen *	neen	neen

* een schuldeiser heeft inzagerecht voor zijn eigen schuldvorderingen

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Bijlage 3 bij het koninklijk besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

stukken vermeld in de faillissementswet:	opsteller:	raadpleging									
		openbaar ministerie en parketsecretariaten	magistraten en griffier	gefaillieerde	curator	rechter-commissaris	schuldeiser	belanghebbende zoals bedoeld in artikel 39	Deposito- en Consignatiekas		
art. 68	proces-verbaal	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 71	tabel	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 73	verzoekschrift	curator/magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 73	vonnis	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja
art. 75, § 1	oproeping	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 75, § 1	proces-verbaal	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 75, § 3	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 75, § 3	vonnis	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 75, § 4	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 75, § 4	vonnis	magistraten	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 76	oproeping	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 76	proces-verbaal	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 77	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 77	beschikking	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 79	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 79	beschikking	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 79	proces-verbaal	griffier	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 100	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 100	beschikking	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 107	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 107	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 108	verzoekschrift	curator	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen
art. 108	machtiging	rechter-commissaris	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	ja	neen

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Bijlage 4 bij het koninklijk besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

stukken vermeld in de faillissementswet:		opsteller:	schrijfrecht (inbegrepen plaatsen van handtekening)				
			magistraten en griffier	gefaillieerde	curator	Rechter- commissaris	schuldeiser
art. 11	vonnis	magistraten	ja	neen	nee	neen	neen
art. 12	vonnis	magistraten	ja	neen	nee	neen	neen
art. 14	vonnis / arrest	magistraten	ja	neen	neen	neen	neen
art. 25	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 25	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	neen	ja	neen
art. 31	vonnis	magistraten	ja	neen	neen	neen	neen
art. 32	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	ja	neen
art. 32	vonnis	magistraten	ja	neen	nee	neen	neen
art. 34	verslag	curator	neen	neen	ja	ja	neen
art. 38	uittreksel	griffier	ja	neen	nee	neen	neen
art. 40	proces-verbaal	griffier	ja	neen	ja	neen	neen
art. 41 § 2	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 41 § 2	beschikking	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 41 § 2	akte	griffier	ja	neen	nee	neen	neen
art. 43	verklaring	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 43	verzoekschrift	curator	ja	neen	ja	neen	neen
art. 43	boedelbeschrijving	curator	ja	neen	ja	ja	neen
art. 43	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Bijlage 5 bij het koninklijk besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

stukken vermeld in de faillissementswet:		opsteller:	schrijfrecht (inbegrepen plaatsen van handtekening)				
			magistraten en griffier	gefaillieerde	curator	Rechter- commissaris	schuldeiser
art. 46 § 2	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 46 § 2	beschikking	rechter-commissaris	ja	neen	neen	ja	neen
art. 47	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 47	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	neen	ja	neen
art. 47	vonnis	magistraten	ja	neen	neen	neen	neen
art. 48	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 48	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 49	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 49	beschikking	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 50	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 50	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 51	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 51	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 52	lijst	curator	neen	neen	ja	ja	neen
art. 52	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 52	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 58	lijst	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 58	homologatie	magistraten	ja	neen	nee	neen	neen
art. 59	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 59	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 62	schuldvordering	schuldeiser/curator	neen	neen	ja	neen	ja
art. 68	proces-verbaal	curator	neen	neen	ja	ja	neen

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Bijlage 6 bij het koninklijk besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

stukken vermeld in de faillissementswet:		opsteller:	schrijfrecht (inbegrepen plaatsen van handtekening)				
			magistraten en griffier	gefaillieerde	curator	Rechter- commissaris	schuldeiser
art. 71	tabel	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 73	verzoekschrift	curator/rechtbank	neen	neen	ja	ja	neen
art. 73	vonnis	rechtbank	ja	neen	neen	neen	neen
art. 75, § 1	oproeping	rechter-commissaris	neen	neen	neen	ja	neen
art. 75, § 1	proces-verbaal	rechter-commissaris	ja	neen	neen	ja	neen
art. 75, § 3	verzoekschrift	curator (ad hoc)	neen	neen	ja	neen	neen
art. 75, § 3	vonnis	rechtbank	ja	neen	neen	neen	neen
art. 75, § 4	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	ja	neen
art. 75, § 4	vonnis	rechtbank	ja	neen	neen	neen	neen
art. 76	oproeping	rechter-commissaris	neen	neen	je	ja	neen
art. 76	proces-verbaal	rechter-commissaris	ja	neen	neen	ja	neen
art. 77	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 77	beschikking	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 79	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	ja	neen
art. 79	beschikking	rechter-commissaris	ja	neen	neen	ja	neen
art. 79	proces-verbaal	griffier	ja	neen	neen	ja	neen
art. 100	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 100	beschikking	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 107	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 107	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen
art. 108	verzoekschrift	curator	neen	neen	ja	neen	neen
art. 108	machtiging	rechter-commissaris	ja	neen	nee	ja	neen

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 23 maart 2017 houdende de werking van Centraal Register Solvabiliteit.

FILIP

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
K. GEENS